



HAL
open science

Vivre ensemble à l'ère des Internets

Mounir Bensalah

► **To cite this version:**

Mounir Bensalah. Vivre ensemble à l'ère des Internets. Fadma Aït Mous; Driss Ksikes. Le tissu de nos singularités - Vivre ensemble au Maroc, Presses de l'Université Citoyenne, 2016, 978-9954369913. hal-03186809

HAL Id: hal-03186809

<https://hal.science/hal-03186809>

Submitted on 31 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES PRESSES
DE L'UNIVERSITÉ
CITOYENNE

Fondation HEM

**Le tissu
de nos singularités**

Vivre ensemble au Maroc

Sous la direction de
Fatma Ait Mous et Oussou Kakkas



Argumentaire

Ce livre, fruit de trois ans de travaux réguliers du Collectif du vivre ensemble initié par Fatéma Mernissi dès novembre 2012, interroge les mutations des liens sociaux au Maroc. Quels rapports entretient-on avec le savoir, la langue, la religion, l'égalité des sexes ? Avec la figure du père et de l'étranger ? Avec l'espace, le travail et le virtuel ? À partir de ces neuf clés de lecture, les auteurs tentent de comprendre les tensions que crée l'accès à l'individualité, avec les émancipations et excès qui en découlent, ainsi que le déni de la collectivité et ce que cela engendre comme injustices.

La collection



Les Presses de l'Université Citoyenne (PUC) ont été créées par le Groupe HEM dans le prolongement de l'Université Citoyenne, initiée il y a 17 ans pour enrichir un esprit d'ouverture et développer la culture de la pluralité, du débat et de la citoyenneté. Les PUC s'appuient sur le CESEM, centre de recherche de HEM, où des chercheurs de haut niveau analysent l'économie et l'entrepreneuriat par le biais des sciences sociales. La collection a pour but d'ouvrir l'espace académique à un large public de non spécialistes et contribuer, autrement, à la dissémination de la culture du débat et de l'esprit critique.

Sommaire

Lettre posthume à Fatéma Mernissi

Par *Le Collectif du vivre ensemble*

Penser ensemble, tout un cheminement

Fadma Aït Mous et Driss Ksikes (coordinateurs du livre)

Travail

- ***Travail, entre construction identitaire et vivre ensemble***
Raja El Mouatarif, psychologue et psychothérapeute
- ***Vivre ensemble, toute une entreprise !***
Hammad Sqalli, professeur en théorie des organisations

Savoir

- ***La place des livres dans une société à faible littératie***
Mohamed-Sghir Janjar, anthropologue
- ***Sciences et société : un lien à accommoder***
Rachida Roky, professeure de neurobiologie

Langue

- ***Le sujet de l'altérité e(s)t le langage de la société***
Majid Safouane, psychanalyste
- ***Voix singulières en quête de symphonie***
Driss Ksikes, écrivain, chercheur

Religion

- ***Du religieux chez soi à la religion d'État***
Mohamed Tozy, politologue, anthropologue,
professeur des universités
- ***Une histoire du pendule normatif de l'islam européen***
Farid El Asri, anthropologue

Père

- ***Crise d'autorité parentale ou parole à libérer ?***
Farid Merini, psychiatre et psychanalyste
- ***Les cordons flottants***
Hakim Bensaïd, ingénieur

Prix au Maroc: **95 DH**

Prix en Europe: **20 Euros**

Dimensions du livre: **14 x 20,5 cm | 278 pages**

556 435 signes et 85 267 mots | ISBN: 978-9954-36-991-3

Égalité des sexes

- *Lumière sur l'éthique égalitaire du Coran*
Asma Lamrabet, médecin biologiste et essayiste
- *Négociations domestiques de l'égalité*
Leila Bouasria, sociologue

Espace

- *En ville : du lieu aux liens ?*
Salima S. El Mandjra, architecte
- *L'espace sahraoui, du nomadisme à la sédentarité*
Mohamed-Saleh Yara, professeur de philosophie

Virtuel

- *Mots communs sur le virtuel*
Fadma Aït Mous, politologue
- *Vivre ensemble à l'ère des Internets*
Mounir Bensalah, blogueur

Étranger

- *L'étrange, l'étranger et les autres*
Dominique Linossier, ingénieur
- *La part africaine*
Omar Berrada, poète et traducteur

Bibliographie

Index

Première édition: 10 février 2016

Contact: info@etlettres.com

Collection fondée dans
le prolongement
de l'Université Citoyenne®

Fondation
 HEM



Vivre ensemble

à l'ère des Internets

Mounir Bensalah

Plus que jamais, l'humanité se pose la question du vivre ensemble. Les guerres, les flux migratoires, la xénophobie, les accusations d'apostasie, l'exclusion, l'exploitation des pauvres... sont autant de réalités qui assombrissent notre monde, de façon d'autant plus évidente que la planète est de plus en plus connectée et une abondance de l'information.

Internet a changé nos modes de vie et la manière de percevoir le monde autour de nous. L'auteur américain Nicholas Carr se posait pertinemment la question « *Internet rend-il bête ?* »¹, car nous ne lisons plus comme avant, nous n'apprenons plus comme avant... L'essayiste américain Jeremy Rifkin, lui, dans une série d'ouvrages dont *La troisième révolution industrielle*², parle d'une nouvelle révolution technologique, industrielle et économique qu'amèneraient, dans un avenir proche, les « Internets » (au pluriel). Pour Jeremy Rifkin, Internet a en effet permis de produire des ouvrages à « *coût marginal zéro* »³ : par exemple, la réalisation d'un podcast ne coûte aujourd'hui presque rien, comparativement avec son coût de production dans le passé. Par ailleurs, il y aurait d'autres « Internets », notamment dans le domaine de l'énergie, où l'abondance de production d'origine renouvelable réduira drastiquement les

¹ Nicholas Carr, *Internet rend-il bête ?*, Paris, Robert Laffont, 2011

² *La troisième révolution industrielle : Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde* [« The Third Industrial Revolution: How Lateral Power Is Transforming Energy, the Economy, and the World »], Paris, Les liens qui libèrent, 2012, 380 p.

³ Rifkin, Jeremy, *La nouvelle société du coût marginal zéro : L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme* [« The Zero Marginal Cost Society: The internet of things, the collaborative commons, and the eclipse of capitalism »], Paris, Les liens qui libèrent, 2014, p 510

coûts pour converger vers la seule composante de distribution. La réduction des prix des imprimantes 3D (les prix d'une imprimante aujourd'hui représentent 10 % du prix du même outil d'il y a trois ans) permettra à un grand nombre de personnes de s'en équiper. Les objets seront alors fabriqués à des coûts très bas grâce notamment au partage des fichiers sources de conception et au faible coût de l'énergie : c'est ce que l'essayiste appelle « *l'Internet des objets* ». Pour ce dernier, ceci modifiera radicalement le monde et finira par abolir le capitalisme contemporain.

Ces évolutions d'Internet suscitent des visions pessimiste ou rose de l'avenir. Dans ce contexte, la question du vivre ensemble prend toute son importance, dans le sens où l'on se pose la question de l'impact des réseaux sociaux sur les nouvelles générations en matière d'acceptation de l'autre, et où l'on se demande comment ces réseaux dits sociaux impactent les liens sociaux réels, et comment nous allons réinventer la démocratie demain.

Génération Y : vers plus de tolérance ?

Les études sociologiques traitant de la génération Y⁴, génération de jeunes nés dans l'ère d'Internet, font ressortir trois constats majeurs :

- 1- Jamais les jeunes n'ont consommé autant d'informations ni de biens culturels (musique, films, séries...)
- 2- Les photos et vidéos témoignent d'une forte propension de l'individu à s'exprimer.
- 3- La tendance à l'ironie représente un catalyseur pour la critique sociale.

Les générations plus anciennes se posent des questions et craignent que ces aspects ne soient une manière de couper les jeunes du monde réel. Elles s'inquiètent de ce que la mise dans l'espace public de données personnelles sans en mesurer les conséquences ne leur soit préjudiciable. Elles ont peur qu'un nivellement culturel mondial n'altère ou n'anéantisse carrément la culture locale. Seulement, en analysant les trois constats ci-dessus, il est

⁴ Voir par exemple mon article : <https://bensalahmounir.wordpress.com/tag/monique-dagnaud/>

évident que la génération Y sait jongler habilement entre le privé et le public, entre la culture globalisée et celle de son entourage local... À titre d'illustration, dans le top 10 des sites web les plus visités au Maroc, il y a deux catégories : les réseaux sociaux et les sites d'informations locaux.

S'il est clair que des dérives existent, elles sont loin d'avoir l'ampleur que nous faisions craindre les plus pessimistes. Sur ce plan, on peut signaler ici la publication criminelle de photos et de vidéos intimes sur des pages internet, ce qui ne manque pas de créer la frayeur dans des familles d'adolescents, surtout dans les petites localités. Ceci est certes révoltant, mais le fléau existe, avec ou sans internet.

L'abondance de biens culturels et l'ampleur de leur consommation donneraient aux jeunes générations plus de bagages et d'outils pour confronter les points de vue. Les exemples d'espaces de cohabitation virtuelles entre jeunes (et moins jeunes) porteur d'idées carrément antagonistes donnent raison à notre analyse.

Internet et relations sociales

En 2006 déjà, deux chercheurs universitaires ont publié une étude sociologique⁵ dans la revue *Communication* sur l'« utilisation d'Internet et les relations sociales ». Ses principales conclusions, confortées par d'autres études plus récentes⁶, appuient la thèse que nous avons relevée dans un texte précédent traitant de la relation entre Internet et les « révolutions » arabes⁷ : Internet est simplement un outil, il a certes révolutionné la manière de vie, mais, en tant que média, il est neutre.

Premier constat : « *Dans l'ensemble, les résultats de l'étude suggèrent que l'usage du Net a peu ou pas d'effet sur la sociabilité. En effet, il n'y a pas lieu de penser qu'Internet nous sépare des autres ou nous enferme dans un monde artificiel, pas plus qu'il nous rapproche des autres ou enrichit notre vie sociale* ». Par exemple, quelqu'un d'introverti se servira des réseaux sociaux pour éviter

⁵ <http://communication.revues.org/3395>

⁶ <http://www.internetactu.net/2012/05/02/internet-nous-rend-il-seul-non/>

⁷ Mounir Bensalah, *Réseaux sociaux et révolutions arabes ?*, Paris, Michalon, 2012, 288 p.

de rencontrer les gens, alors qu'une personne plus extravertie se mettra en ligne pour rencontrer plus de gens et plus souvent.

Deuxièmement, « *avec Internet, on tend à reproduire ce qui appartient déjà à la socialité. Par exemple, les personnes qui lisent les quotidiens imprimés auront davantage tendance à lire les journaux en ligne* ». Cette conclusion est à rapprocher, au Maroc, avec la tendance baissière de la lecture de journaux papier, contre la montée du lectorat des sites d'information ou encore avec l'audience importante des sites de retransmission de matchs de foot au moment où les droits de télévision classiques sont devenus inabordables.

Une dernière remarque : « *Premièrement, les résultats indiquent que l'usage d'Internet n'influe pas sur les activités sociales. Ce sont plutôt les déterminants traditionnels qui les expliquent, quoique faiblement. Deuxièmement, le Net a peu d'effet sur l'usage d'autres médias* ». À titre d'exemple : chaque ramadan, les réseaux sociaux sont le lieu d'abondants débats sur les programmes de télévision. Le directeur de la 2^{ème} chaîne publique avait annoncé, lors du ramadan en 2012, que c'était la pression des réseaux sociaux qui avait été derrière le retrait d'une publicité qui n'était pas du goût des Marocains. En général, les médias comme les télévisions et les radios se mettent de plus en plus sur les réseaux sociaux pour drainer plus d'audience et créer le buzz autour de leurs émissions.

Vivre ensemble et médias nouveaux : quelle évolution ?

Le vivre ensemble repose sur trois fondements importants : l'acceptation de la différence, l'égalité des chances et la participation dans la gestion du bien commun. Nous nous limitons ici à étudier ces trois fondements dans le Maroc contemporain, en prenant en compte évidemment les influences d'un monde de plus en plus interconnecté.

Le Maroc a toujours été un espace multiculturel traversé, de par sa situation géographique, par des flux humains et culturels divers et s'est construit effectivement de sédimentations humaines et civilisationnelles diverses. La mobilité exacerbée, combinée aux situations économiques et sociales du

voisinage, voire du monde, augmente aujourd'hui au Maroc les chances de migration de populations venues d'autres pays. Le débat sur la migration au Maroc, notamment avec certaines frictions observées dans des zones de pression liées aux frontières avec l'Europe, devrait s'accroître davantage dans les années à venir. En effet, selon des estimations officielles, le nombre d'étrangers vivant au Maroc ne dépasse guère deux cent mille personnes, soit un peu moins de 0,6 % de la population. Le vrai débat sur l'acceptation se résumerait alors à une acceptation mutuelle au sein du pays même ! Les épisodes médiatiques de frictions sociales (exemples : Dé-jeuneurs du Ramadan, Marocains convertis à une autre religion, passage à tabac par la population d'un citoyen taxé d'homosexualité...) témoignent d'une profonde crispation sociale qui s'exprime dans l'espace public et qui alimente la chronique.

Sur ce registre, il faut noter une hésitation marquée des autorités quant à l'acceptation de la culture des droits humains. D'une part, l'État a inscrit les droits humains comme référentiel invariable dans la Constitution, renforce le rôle des institutions de médiation en la matière, modernise son arsenal juridique en matière de migrations, améliore la situation des femmes en visant la parité... D'autre part, les autorités maintiennent une politique ménageant la colère des prétendus dignitaires religieux extrémistes souvent xénophobes, homophobes et misogynes, à l'exemple de ce soi-disant cheikh apostasiant journalistes, chefs de partis, directeurs de médias... et qui n'a pas fait l'objet de poursuites. Elles maintiennent également des enseignements d'un autre âge dans les programmes scolaires sur ces questions de droits humains.

Les réseaux sociaux, malgré l'effet multiplicateur des « scandales » produits sous l'effet de la dictature des clics, présentent justement des espaces de débat et d'expression pour les minorités. Ils permettent aux jeunes d'aujourd'hui de démystifier les idées « prêt à porter ». De plus, internet permet pour le moins aux intéressés de trouver les informations. Au Maroc, beaucoup ont suivi les positions du jeune salafiste Mortada Lamrachen sur les questions de libertés individuelles, de laïcité et l'acceptation de l'autre. Ce jeune, entre autres, assure qu'en fréquentant des jeunes de gauche et grâce à Internet, il a pu s'« ouvrir à d'autres obédiences et courants de pensée » et a « aussi diversifié

[ses] lectures »⁸. La blogueuse et écrivaine Halima Lekhdim est une des illustrations du combat des jeunes femmes pour la parité et la dénonciation de la discrimination contre les femmes : sa dernière publication sur Facebook concerne un livre où l'on se demande « *le statut, en Islam, de porter des soutiens-gorge* », partagée plus de 40 fois et ayant reçu plus de 300 interactions. Ces 2 exemples montrent bien que l'abondance de data sur Internet permet aux jeunes d'aujourd'hui de se forger des opinions propres, même contre-courant !

Second principe pour le vivre ensemble : l'égalité des chances. C'est un élément capital dans la formation d'espaces homogènes et harmonieux. Sur cet aspect-là, il est clairement désolant de constater que les inégalités persistent dans notre pays d'une manière frappante : inégalités spatiales, de genre, générationnelles... La réalité est reflétée justement par divers indicateurs et classifications traitant du développement humain. Les réseaux sociaux, sur ce point-là, sont un outil performant pour souligner ces inégalités et réclamer plus d'égalité des chances. Les exemples sont nombreux d'initiatives et de pages internet ou sur les réseaux sociaux qui s'activent dans ce registre avec beaucoup de créativité et d'humour. Meilleur exemple en titre : la page Facebook « *Rassd Maroc* ». Réputée proche de l'association non autorisée mais largement tolérée Al Adl wal Ihsane (Justice et bienfaisance), elle compte plus de 3,5 millions d'abonnés et publie régulièrement des montages photos avec des commentaires mettant en dérision la réalité politique.

Il est à noter également qu'Internet est devenu le canal privilégié des groupes d'activistes ou des organisations qui prônent la justice sociale, corolaire de l'égalité des chances. À l'image de l'organisation des manifestations du 20 février 2011, des groupes d'intérêt ou des corporations s'organisent dans les réseaux sociaux pour unifier leur combat. Les groupes « *Alliance médicale marocaine* » (18 200 membres) et « *Enseignants stagiaires au centre de Rabat* » (8 800 membres) ont été le fer de lance des derniers mouvements des étudiants en médecine et des enseignants stagiaires, d'abord pour réclamer

⁸ http://telquel.ma/2014/12/20/portrait-internaute-salafiste-laique_1426946

leur droits corporatistes, mais aussi pour « défendre le service public » (ici l'hôpital et l'école) contre les politiques de privatisation.

Enfin, troisième principe, et c'est pour moi le point focal du vivre ensemble : il s'agit de la participation à la gestion du bien commun. Je ne reviendrais pas ici sur la relation entre les réseaux sociaux et les mouvements de rue dans la région, que j'ai expliquée et commentée dans un précédent texte⁹, par contre j'insisterai ici sur l'utilisation d'Internet par les partis politiques, les ONG et les groupes d'activistes. Les observateurs s'accordent à dire que les partis politiques ont commencé, au moins depuis 2011, année des « Printemps arabes », à prendre au sérieux ce qu'on appelle *l'opinion publique numérique*, ou comme le nomment – trop rapidement à mon sens* – la presse et les politiques, « *le parti du Facebook* ». En témoigne l'engagement en période électorale des grands partis marocains¹⁰ sur les réseaux sociaux pour vanter leurs programmes et candidats. L'État n'est pas en reste, puisqu'il a ouvert pour la première fois la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales (ou de modifier son domicile) à travers un site web dédié.

La participation politique n'est donc plus l'apanage des partis et de l'État, puisque de nouvelles ONG et des groupes politiques se mettent également à l'œuvre. Internet est leur outil de prédilection. L'exemple du site web participation.ma, réalisé par la même équipe que le site de propositions au moment du chantier constitutionnel de 2011, en est un bel exemple. Les mouvements et associations politiques ne sont pas en reste. À l'occasion du débat et des manifestations causées par la « grâce du pédophile »¹¹, le mouvement Anfass démocratique (association politique progressiste) et l'association Capdema (association de « jeunes qui œuvrent pour la promotion des droits humains et de la démocratie ») ont lancé une consultation populaire

⁹ Mounir Bensalah, *Réseaux sociaux et révolutions arabes ?*, Paris, Michalon, 2012, 288 p.

¹⁰ <http://izitech.ma/2015/08/24/la-presence-des-partis-politiques-sur-les-reseaux-sociaux/>

¹¹ Juillet 2013, le roi gracie des prisonniers espagnols et parmi eux, Daniel Galvan, un pédophile condamné à 30 ans de prison. Une large indignation s'ensuit et une manifestation a même été violemment réprimée.

* Les médias font ici pour cette question « opinion publique numérique » ou le « parti facebook » des raccourcis ou jugements hâtifs. Internet, comme on l'a vu, est un outil neutre, il permet plus d'expression mais ne la crée pas. Puis, il est anormal de considérer que toute la population sur facebook est constituée en un seul parti !!! Sur ce réseau, comme dans la réalité, il y a le progressiste et le conservateur, le libéral et le socialiste, ... Le raccourci vient du fait que certaines mobilisations sur le réseau social le plus populaire au Maroc aient eu un impact en politique.

pour proposer une nouvelle formulation de la loi sur la grâce. Anfass, avec d'autres ONG, a fait pareil concernant l'avant-projet du Code pénal proposé par le ministère de la Justice qui, sous la pression des réseaux sociaux, a dû retirer son texte.

Nous soutenons la thèse selon laquelle internet est un outil neutre, notamment en matière de relations sociales. Par contre, c'est un média qui a changé le rapport de l'humain avec le temps, l'apprentissage... De ce fait, les jeunes générations nées dans l'ère des réseaux sociaux sont plus enclines à l'ouverture, ne serait-ce que par la consommation sans précédent de biens culturels. L'utilisation d'Internet contribue aujourd'hui grandement au changement social, en permettant de réclamer l'application des droits humains tels qu'universellement admis (malgré les tensions socioculturelles apparentes dont les réseaux sociaux sont un miroir parfait), plus d'égalité des chances et une participation effective dans la gestion du bien commun. La campagne électorale menée par la Fédération de la gauche démocratique à Rabat aux dernières communales, basée sur de forts messages diffusés sur Internet et porteuse de valeurs de parité, de justice sociale, de défense du service public et de l'espace commun, a eu un grand impact sur le net marocain, ce qui s'est traduit par une percée électorale significative.